



Paris, le 5 novembre 2013,

Appel à soutenir le rassemblement citoyen en réaction à la poursuite, au Brésil, du chantier Belo Monte

STOP BELO MONTE ! PARIS, 15/11/2013

La Défense, esplanade - vendredi 15 novembre 2013 dès 12h

Ambassade du Brésil, à partir de 15h

Avec la présence exceptionnelle de la grande militante Antonia Melo ([Movimento Xingu Vivo para Sempre](#))

POURQUOI CE RASSEMBLEMENT ?

Pour que les entreprises européennes comme Alstom et GDF-Suez (France) se désistent des grands barrages qui détruisent la biodiversité et le devenir des populations locales.

Pour que le Brésil respecte ses propres lois, sa constitution et les conventions internationales qu'il a ratifiées, qui veillent aux droits de ses populations autochtones et à la protection de l'environnement.

Pour que les crimes et les assassinats dont sont victimes au Brésil les populations indigènes et les défenseurs de l'environnement ne restent plus impunis.

Le barrage de Belo Monte a été déclaré illégal le 25 octobre 2013 par une décision de justice qui a exigé l'arrêt immédiat du chantier. L'administration de la présidente Dilma Rousseff a eu recours à une mesure d'Urgence Nationale (mise en place sous la dictature militaire pour faire face à des menaces graves, conflits armés, guerres civiles...) pour balayer d'un revers de la main cette décision tant attendue par les détracteurs du projet, qui suscite des leviers de boucliers depuis plus de trente ans. Cet ultime camouflet prouve une fois de plus que les victimes actuelles ou futures de Belo Monte n'ont rien à attendre de dirigeants qui ne tiennent pas compte de la justice et de la Constitution de leur pays et encore moins des traités internationaux qu'il a ratifiés.

En réaction, Planète Amazone et l'initiative citoyenne européenne [Arrêtons l'Ecocide en Europe](#) invitent toutes les organisations et militants soucieux de la préservation de l'environnement à s'unir pour un rassemblement citoyen le 15 novembre 2013, à Paris, autour d'Antonia Melo(*), la grande militante du Mouvement Xingu Vivant Pour Toujours ([Movimento Xingu Vivo para Sempre](#)). Cette femme risque sa vie chaque jour. Au Brésil, des militants tels qu'Antonia ont payé de leur vie leur engagement, depuis Chico Mendès en 1988 jusqu'à José et Maria da Silva en 2011. A Altamira, la ville la plus proche des travaux du barrage, elle lutte avec des moyens dérisoires contre les artisans de ce qu'elle qualifie d'"ouvrage de destruction et de mort". Car avec les grands barrages viennent les mines d'or, de bauxite, le soja, le bétail, les coupes illégales de bois... Rapidement la forêt devient un désert de terre rouge. Alors qu'il n'est pas

achevé, Belo Monte a déjà complètement bouleversé le fragile équilibre écologique de la région de la Grande Boucle du Xingu, l'une des plus riches en matière de biodiversité, et détruit la vie d'une majorité de riverains. Après plusieurs paralysies spectaculaires du chantier, les militants sont désormais réduits au silence depuis qu'une loi menace désormais tout manifestant de poursuites judiciaires. La police militaire est déployée sur place et autorisée à utiliser la force. Lors de la dernière tentative d'occupation, elle a confisqué hamacs, nourriture, eau et empêché tout ravitaillement; obligeant les contestataires indigènes à quitter les lieux rapidement.

Les opposants à Belo Monte restent très mobilisés et si leur marge de manœuvre est désormais réduite sur le terrain, ils mènent parallèlement une autre bataille, celle de la communication. De cette manière, notamment par le biais des réseaux sociaux, ils travaillent à alerter la communauté internationale pour renforcer les pressions sur les autorités de leur pays, alors que le Brésil s'apprête à accueillir la prochaine Coupe du Monde de Football (2014) et les prochains JO (2016). Sont privilégiés les pays dont sont originaires certaines des entreprises participant ce projet illégal et à d'autres, similaires et tout aussi contestés. L'écho que rencontre en France la lutte contre le barrage de Belo Monte n'est sans doute pas étranger à la présence sur des projets de grands barrages décriés en Amazonie d'entreprises telles qu'Alstom (qui a décroché, au sein d'un consortium constitué également des firmes Voith & Andritz, un contrat de 500 millions d'euros pour les turbines de Belo Monte) et GDF-Suez (maître d'oeuvre majoritaire du barrage de Jirau, sur le rio Madeira).

Ce 15 novembre, unis autour d'Antonia Melo, nous nous élèverons, dans le quartier d'affaire de la Défense, contre l'implication de compagnies européennes telles qu'Alstom, Andritz, Arcadis, Mercedes-Benz, Voith, Siemens et GDF-SUEZ (étude de faisabilité) dans ce projet, vendue comme un modèle par le Brésil (des dizaines d'autres barrages de ce type sont prévus d'ici à 2020). En participant à un projet qui accumule les violations de droits de l'homme, de ceux des peuples autochtones et porte atteinte de façon irrémédiable à un environnement jusqu'alors préservé, ces compagnies se rendent complices de crimes. S'ils retirent leur participation, le projet chancellera.

A cette occasion, Antonia Melo souhaite rencontrer Patrick Kron, PDG d'Alstom, afin d'ouvrir un dialogue, échanger des points de vue et au-delà, exposer clairement aux actionnaires de cette compagnie, qui viole sa propre charte éthique en s'associant à ce projet, la réalité d'une situation qu'elle constate au quotidien dans sa ville et dans sa région depuis le début des travaux de Belo Monte.

Ce 15 novembre, nous appellerons aussi à manifester devant l'ambassade du Brésil pour dénoncer les dérives d'une politique fascisante qui accepte de sacrifier des vies humaines et un environnement précieux pour l'humanité entière pour le profit d'un petit nombre, les très puissants propriétaires terriens du pays, qui tiennent les rennes du Congrès.

Ce 15 novembre 2013, nous souhaitons que vous soyez à nos côtés et nous espérons pouvoir compter sur votre présence, au nom de toutes les victimes présentes et à venir.

Revendications relatives aux entreprises européennes :

Nous demandons à Alstom et aux autres entreprises européennes concernées d'interrompre leur participation au consortium de construction de Belo Monte et aux autres grands barrages en cours ou en projet en Amazonie tant que ne seront pas garantis :

- les consultations libres et éclairées des riverains (indigènes ou non) sur la construction du complexe de barrage,
- la subsistance des populations indigènes déplacées, ainsi que celle des pêcheurs et habitants des environs

- le respect des normes environnementales établies par l'IBAMA,
- le respect pour les ouvriers, dans le cas où le chantier reprendrait après la validation des processus évoqués dans les trois précédents points, des droits du travail brésilien, en accord avec toute convention nationale et internationale dont le Brésil est signataire.

Nous demandons à ces entreprises le respect à l'étranger de toutes les conventions internationales signées par la Communauté Européenne pour tous ses projets actuels et à venir.

Nous émettons les mêmes revendications concernant toute entreprise européenne impliquée dans des projets à l'étranger mettant en danger de part le monde :

- la forêt primaire,
- la biodiversité,
- les modes de vie autochtones et leur culture,
- l'agriculture vivrière ou les moyens de subsistance localement autonomes,
- le droit des peuples indigènes et tribaux de « décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus de développement (...) et d'exercer un contrôle sur leur développement économique, social et culturel propre », tel que stipulé par la Convention 169 de l'OIT.

Revendications en direction des instances dirigeantes du Brésil, en solidarité avec les peuples indigènes vivant sur son sol :

Nous, citoyens européens, demandons que le Brésil respecte ses propres lois, sa constitution et les conventions internationales qu'il a ratifiées, et veille aux droits de ses populations autochtones et à la protection de l'environnement.

Nous demandons que le gouvernement brésilien prenne des mesures pour que les crimes et les assassinats dont sont victimes les populations indigènes et les défenseurs de l'environnement ne restent plus impunis.

Nous demandons que le Brésil renonce à tout projet de loi et amendement constitutionnel (PEC 215, PEC 237, Portaria 303...) qui remet en cause les droits acquis par ses peuples indigènes dans la Constitution de 1988 et également à celui du transfert de compétence de la présidence de la République au Congrès pour la délivrance du décret validant toute démarcation de terre indigène.

Si vous êtes de ceux qui ont compris que toute atteinte à la nature et à ceux qui la préservent est une menace sur le futur, **nous vous invitons à faire vôtres les revendications de cet appel en participant au 'rassemblement citoyen Stop Belo Monte !'**. Nous espérons donc pouvoir compter sur votre présence à la Défense ou devant l'ambassade du Brésil le 15 novembre prochain.

Si vous ne pouvez vous déplacer vous pouvez vous associer à nos revendications en nous signifiant par retour votre soutien. Une liste sera communiquée ultérieurement à la presse.

Bien cordialement,

Association Planète Amazone

Initiative Européenne « Arrêtons l'Ecocide en Europe »